JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL AUGÉ-LARIBÉ

Chronique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 90 (1949), p. 276-279
<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1949__90__276_0>

© Société de statistique de Paris, 1949, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM
Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

VI

CHRONIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

Au moment de la préparation de cette note, nous ne disposons pas encore des statistiques définitives et complètes concernant la campagne 1947-1948. Nous ne les aurons que dans quelques mois. Mais les estimations des Services agricoles qui ont été publiées par la *Revue du ministère de l'Agriculture* de novembre 1948, dans sa partie Études et Monographies, suffisent à nous donner une impression que les résultats définitifs ne modifieront pas sensiblement.

Il en résulte, fort heureusement, que la production de 1948 a été bien meilleure que celle de l'année précédente. Celle-ci avait été très mauvaise en raison de la situation générale et par suite d'un accident climatérique tout à fait exceptionnel, à un tel degré, les deux vagues de gel de décembre et janvier pendant une période critique de la végétation du blé. Nous sommes tout près d'avoir retrouvé, dans l'ensemble, des productions comparables, et sur quelques points même supérieures à celles de la moyenne 1930-1939. Jugeons-en d'abord en considérant les principales catégories.

Pour les céréales, la récolte de froment, celle à laquelle on consacre le plus gros effort, le maximum de temps et de capitaux, dans l'ensemble du pays, nous n'avons encore obtenu que 92 % des résultats moyens de la décade avant guerre. Pour l'ensemble des céréales, froment compris, la proportion ne dépasse guère 84 %, à peine un peu plus si l'on tient compte d'un « mélange de céréales » qui ne figurait pas aux anciennes statistiques. La récolte des plantes sarclées (pommes de terre de plein champ, topinambours, betteraves industrielles, betteraves, rutabagas et navets fourragers) a un peu dépassé la moyenne d'avant guerre 101,5). Le total des cultures oléagineuses est toujours près de dix fois plus élevé (967 %); les oléagineux exotiques n'ont pas encore fait abandonner le colza, l'œillette, etc... La récolte de toutes les sortes de légumes secs (haricots, lentilles, pois, fèves et féveroles) n'est encore que les trois quarts des récoltes anciennes. Mais ce sont seulement les fèves et féveroles qui abaissent la proportion; la récolte des grains pour l'alimentation humaine a atteint les neuf dixièmes de la normale. Parmi les plantes industrielles, le lin et le chanvre maintiennent le progrès qu'ils avaient été forcés de faire pendant la guerre.

Les productions de fourrages (prairies artificielles, prairies temporaires, fourrages annuels, prés naturels de fauche, non compris les « herbages » qui sont les meilleurs prés et les pacages qui sont les plus médiocres) ont fourni une

augmentation supérieure à la normale. Les vignes n'ont pas encore retrouvé le chiffre de récolte de la période de 1930 à 1939. La proportion n'atteint pas tout à fait 89 %.

C'est donc seulement par comparaison avec 1947 que la production agricole de 1948 marque une sensible amélioration. Il ne faut pas trop se hâter de dire que les désastres de la guerre sont réparés ou qu'ils le seront cette année-ci. D'abord parce qu'une récolte obtenue dans de bonnes conditions climatériques ne doit jamais être prise pour une moyenne. Et parce que nous ne pouvons prévoir si l'année 1949, qui jusqu'au printemps a été trop sèche, nous sera aussi bienveillante.

Ce qui serait une plus sûre promesse, ce serait l'accroissement des surfaces mises en culture ou un relèvement sensible des rendements à l'hectare. Or les surfaces cultivées en 1947-1948 sont encore bien inférieures à celles de l'avant-guerre. Pour les céréales ensemble, seulement 8.530.000 hectares contre 10.705.000; pour les pommes de terre 1.012.600 hectares contre 1.412.800; pour les betteraves industrielles 309.000 contre 318.000; pour les plantes oléagineuses une augmentation : 159.000 contre 14.000; de même pour les lentilles, 22.600 contre 7.750 et les pois secs : 30.900 contre 20.300, mais pour les haricots on constate une diminution, 147.000 contre 161.000 et une diminution plus sensible pour les fèves et féveroles qui font ensemble : 54.400 contre 65.400. Les renseignements sont encore incomplets pour les surfaces en fourrages de toutes sortes. S'il y a quelque changement dans la superficie de ces productions, elle n'est certainement pas très considérable.

Les agriculteurs ont-ils les moyens (hommes et capitaux) de remettre en culture 2 millions d'hectares en céréales, 200.000 en pommes de terre, 10.000 en betteraves industrielles? Cela n'est pas probable, parce que les hommes sont partis, continuent à partir (notamment les prisonniers allemands) et ne sont pas remplacés par les étrangers qui venaient habituellement; d'autre part, parce que les épargnes n'ont pas été suffisantes pour compenser la hausse des prix, sur les objets manufacturés nécessaires à la culture et à l'amélioration, même au simple entretien des bâtiments. D'ailleurs la pénurie des artisans dans les campagnes met les journées de maçon à des taux prohibitifs.

On pourrait dire qu'une remise en culture de toutes les terres cultivées avant la guerre ne serait pas nécessaire si les rendements par hectare étaient accrus. Mais sur ce point on ne peut faire de prévision bien assurée. Sans doute le rendement du froment paraît en amélioration : 17,69 quintaux par hectare en 1948 contre une moyenne de 15,40 quintaux en 1930-1939. Une augmentation de 2,29 quintaux si elle se maintenait serait très considérable puisqu'elle multiplie 4 à 5 millions d'hectares. Il y a aussi une augmentation de rendement de 0,69 quintal pour l'orge. Mais pour toutes les autres céréales les rendements ont été encore inférieurs aux anciennes moyennes : seigle : — 0,42; avoine : — 0,48; maïs : — 1,26. Il y a eu une forte augmentation des rendements de pommes de terre (146,73 quintaux contre 110,82 par hectare), à tel point que les récoltes ont été très difficiles à vendre. Mais le rendement dépend des conditions climatériques sur lesquelles l'agriculteur ne peut rien et de progrès techniques qui se traduisent presque toujours par des investissements de capitaux. En tout cas, ce progrès ne peut être ni général ni immédiat parce que, même si l'on

supposait que tous les agriculteurs ont de l'argent, il n'y aurait pas des machines et des engrais pour tous. Il ne faut pas oublier qu'il y a en France de grandes étendues qui ne sont pas naturellement fertiles, qui sont difficiles à exploiter (peut-être les deux cinquièmes du territoire agricole) et qui sont aux mains de paysans très travailleurs, mais très peu instruits et très mal équipés. Il ne faut donc pas s'attendre à une marche triomphale de l'agriculture française vers la prospérité. Ce sera très beau si elle peut poursuivre, avec de grands efforts, un progrès lent et continu. Et il nécessitera une diffusion de l'enseignement professionnel, même de l'instruction générale et de l'éducation civique, pour laquelle le ministère des Finances n'a jamais jusqu'ici voulu fournir les ressources budgétaires convenables.

***

Il en est pour les effectifs d'animaux comme pour les productions végétales. Il y a eu accroissement de 1947 à 1948. Mais pour aucune des espèces nous n'avons encore atteint les chiffres de 1938. Voici la situation au 1er octobre 1948 d'après les renseignements provisoires qu'a publiés la *Revue du ministère de l'Agriculture* (nº de décembre 1948, p. 204) :

Situation du cheptel :

CATÉGORIES	1938	1947	1948	VARIATIONS 1938-1948
		(en milliers de têtes)		
Espèce chevaline :				
Animaux de moins de trois ans	472	547	551	+ 89
Animaux de trois ans et plus	2.220	1.860	1.867	— 353
	2.692	2.407	2.418	— 274
Espèce mulassière	108	84	88	— 20
Espèce asine	185	105	107	— 78
Espèce bovine :				
Taureaux	280	278	277	— 3
Bœufs de travail	?	1.026	984	
Bœufs d'embouche	?	136	145	
TOTAL des bœufs	1.236	1.162	1.138	— 98
Vaches d'engrais	?	190	179	
Vaches laitières	?	4.884	5.026	
Vaches de travail	?	1.838	1.823	
Vaches autres	?	524	588	
TOTAL des vaches	8.732	7.436	7.616	—1.116
Élèves de plus d'un an	3.113	3.476	3.540	+ 427
Élèves de moins d'un an	2.260	2.773	2.794	+ 534
	5.373	6.249	6.334	+ 961
TOTAL de l'espèce	15.621	15.125	15.365	— 256
Espèce ovine :				
Béliers de plus d'un an	200	142	144	— 56
Femelles de plus d'un an	6.181	4.798	4.770	—1.411
Moutons de plus d'un an	986	394	416	— 570
Animaux de moins d'un an	2.505	2.072	2.127	— 378
TOTAL de l'espèce	9.872	7.406	7.457	—2.145
Espèce caprine	1.416	1.145	1.240	— 176
Espèce porcine :				
Verrats de plus de trois mois	40	36	39	— 1
Truies pour la reproduction	875	822	867	— 8
Porcs de plus de six mois	2.581	1.958	2.313	— 268
Porcs de moins de six mois	3.631	2.862	3.199	— 442
TOTAL de l'espèce	7.127	5.678	6.418	— 709

Il est assez probable que pour les chevaux, les mulets et les ânes les effectifs ne retrouveront plus jamais les totaux de 1938. L'Armée qui était le gros débouché de l'élevage est de plus en plus motorisée. Même des généraux passent des revues à pied ! Le cheval paraît devoir être utilisé pour des services de livraison dans les villes, il a encore sa place dans l'agriculture, mais il n'y a pas à se faire d'illusion. Il survit difficilement à l'âge de la mécanique triomphante.

La situation de l'espèce bovine promet, au contraire, de nouveaux développements. Le total de l'espèce est tout près de ce qu'il a été en 1938. Le total des vaches laitières, encore inférieur de plus d'un dixième à celui qu'on notait avant la guerre, est en progrès constant (l'augmentation est de 280.000 vaches laitières depuis 1947); surtout il faut noter que les jeunes animaux sont plus nombreux qu'ils n'étaient il y a dix ans. Le troupeau, si maltraité par les pillages de l'occupation, se reconstitue et sera prêt à répondre aux besoins accrus de la consommation en produits laitiers et en viande.

Les ovins, les caprins et les porcins montrent des effectifs encore inférieurs à ce qu'ils ont été, mais qui ont marqué une sensible augmentation depuis un an. L'espèce ovine continue à diminuer et, semble-t-il, irrémédiablement. L'augmentation de l'espèce porcine est intéressante. Elle aurait atteint 1.700.000 têtes.

Donc, à tout prendre, l'état des récoltes à la fin de 1948 justifie bien des espoirs pour le proche avenir. La plus grosse inquiétude vient toujours de l'insuffisance de main-d'œuvre. On peut trouver aussi que les progrès reconnus nécessaires se font et surtout se répandent avec une excessive lenteur. Du moins les plans de restauration économique ont pensé à faire place à l'activité agricole. Les moyens de la production (machines, aliments du bétail, engrais, etc...) redeviennent disponibles, mais à des prix trop élevés pour que les cultivateurs et éleveurs puissent sûrement réduire leurs prix de revient. Le coût des travaux de construction ne permet pas les transformations et réparations de bâtiments. Or, à côté de ceux qui ont été détruits par la guerre il y en a beaucoup plus encore qui sont vétustes, irrationnellement conçus et doivent être refaits. L'agriculture française paraît prête à l'effort et peut légitimement escompter des succès. Mais sa structure générale n'est pas satisfaisante.

***

Qu'il me soit permis de signaler aux lecteurs du *Journal de la Société de Statistique* la fondation toute récente de la *Société française d'économie rurale* dans la pensée qu'elle peut intéresser un certain nombre d'entre eux. Une première réunion a été tenue le 18 décembre; une autre l'a été le 30 avril.

La Société se propose de traiter les problèmes d'économie rurale suivant des méthodes rigoureusement scientifiques et critiques, sans souci des conséquences politiques. Les rapports distribués plusieurs semaines avant les réunions sont soumis à une discussion précise et ils sont ensuite publiés. Le premier bulletin de comptes rendus a paru dans la *Revue du ministère de l'Agriculture*. La société a reçu l'hospitalité de l'Institut national agronomique. C'est à son adresse, 16, rue Claude-Bernard, V^e^, qu'on pourra avoir tous renseignements en les demandant au secrétariat de la Société.

Michel Augé-Laribé.